

## ACTES UNILATÉRAUX ET CONTRATS

La qualification  
des contrats  
de mobilier urbain

## CONTENTIEUX

Les circulaires impératives  
sont des actes faisant grief

L'homologation  
juridictionnelle  
des transactions

## DROIT PUBLIC DE L'ÉCONOMIE

Régulation du marché  
de l'électricité

## DROIT ET LIBERTÉS

Étrangers

## RESPONSABILITÉ

Obligation d'information  
médicale et responsabilité

## DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT PRIVÉ

Le droit de propriété  
devant le juge  
administratif  
du référé-liberté

## DOSSIERS

Retrait et abrogation :  
le cas des actes à objet  
pécuniaire et des actes  
obtenus par fraude

La loi du 27 février 2002  
relative à la démocratie  
de proximité

L'application de la loi  
anti-Perruche

- L'arrêt *Landrin*, acte de naissance du recours pour excès de pouvoir ?
- Les bases constitutionnelles du droit administratif avant 1875



CORTE SUPREMA BIBLIOTECA	
SIG. TOPOGRAFICA 2504	INVENTARIO 148326

19<sup>E</sup> ANNÉE - BIMESTRIELLE - N° 2 MARS 2003

CARDEX	✓
VOGES	
B. DATOS	
Sept 1 2003	

SOMMAIRE



SOMMAIRE

**DIRECTION**

**Directeurs :**

Franck Moderne et Pierre Delvolvé

**Secrétaire général :**

Dominique Pouyaud  
Professeur à l'Université  
René-Descartes (Paris V)

**Secrétaire général adjoint :**

Frédéric Bicheron  
Doctorant à l'Université  
Panthéon-Assas (Paris II)

31-35, rue Froidevaux,  
75685 Paris cedex 14  
E-mail: rfd@daloz.fr

**PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL,  
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION**  
Charles Vallée

**DIRECTRICE GÉNÉRALE**  
Nathalie de Baudry d'Asson

**ÉDITION**

**Directeur éditorial :**

Philippe Weiss

**Éditeur :**

Arlette Courvasier  
Tél. rédaction: 01 40 64 53 97  
Fax: 01 40 64 54 66  
E-mail: a.courvasier@daloz.fr

**Secrétaire de rédaction :**

Jocelyne Londero

**MARKETING, PUBLICITÉ**

Corinne Ménager  
Chef de produit: Véronique Prugniaud

**ABONNEMENT**

Relations clients: Marie-Hélène Tylman

Revue bimestrielle (6 numéros par an)  
BP 150, 94208 Ivry-sur-Seine Cedex  
Tél.: 0820 800 017  
Fax: 01 40 64 89 92

**Prix de l'abonnement (1 an):**

France 160 €  
Étranger 176 €

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro, constateront que la livraison précédente ne leur est pas parvenue, sont priés d'en aviser le service des abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garantir pendant plus de 6 mois le service des numéros manquants.

**ÉDITIONS DALLOZ**

Société anonyme  
au capital de 3956040 euros  
Siège social :  
31-35 rue Froidevaux - Paris 14<sup>e</sup>  
RCS Paris 572 195 550  
Siret 572 195 550 00098  
Code APE 221A  
TVA FR69572 195 550

La reproduction, même partielle,  
de tout élément publié dans la revue  
est interdite.

CPPAP n° 66739  
ISSN 0763-1219

**ARTICLES**

211

**L'arrêt Landrin, acte de naissance  
du recours pour excès de pouvoir ?**  
par Jean-Louis Mestre ..... 211

**Les bases constitutionnelles  
du droit administratif avant 1875  
(Définir le droit administratif /1)**  
par Grégoire Bigot ..... 218

**RUBRIQUES**

225

**ACTES UNILATÉRAUX ET CONTRATS**

**Retrait et abrogation :  
le cas des actes à objet pécuniaire  
et des actes obtenus par fraude**

1. Le cas des actes à objet pécuniaire  
(concl. sur CE, Sect., 6 nov. 2002, *Mme  
Soulier*)  
par Stéphane Austry ..... 225

2. Le cas des actes obtenus par fraude  
(CE, Sect., 29 nov. 2002, *Assistance  
publique-Hôpitaux de Marseille*)

- Conclusions  
par Gilles Bachelier ..... 234
- Note sous les deux arrêts  
par Pierre Delvolvé ..... 240

Annexe  
CE, Sect., 26 févr. 2003, *Nègre*

Étude  
**La qualification des contrats de mobilier  
urbain : nouvelles précisions**  
par François Brenet ..... 252

Annexes  
CAA Paris, plén., 26 mars 2002, *Sté J.-C.  
Decaux* (2 espèces)

**COLLECTIVITÉS LOCALES**

**La loi du 27 février 2002 relative  
à la démocratie de proximité**

1. La loi du 27 février 2002 relative à la  
démocratie de proximité ou la proximité,  
une solution pour la démocratie locale ?  
par Michel Verpeaux ..... 261

2. La consolidation du statut des élus locaux  
par Jean Benoît ..... 270

3. L'article 54 de la loi relative à la  
démocratie de proximité : une réforme  
du remboursement des frais de secours  
souhaitable mais déjà controversée  
par Marie-France Delhoste ..... 274

**CONTENTIEUX**

Jurisprudence

**Les circulaires impératives sont  
des actes faisant grief**  
(concl. sur CE, Sect., 18 déc. 2002, *Mme  
Duvignères*)  
par Pascale Fombeur ..... 280

**L'homologation juridictionnelle  
des transactions en droit administratif**  
(CE, Ass., 6 déc. 2002, *Syndicat intercommunal  
des établissements du second cycle du second  
degré du district de l'Hay-les-Roses et société  
CDI 2000*)

- Conclusions  
par Gilles Le Chatelier ..... 291
- Note  
par Bernard Pacteau ..... 302

**Le statut des notes en délibéré**  
(concl. sur CE, 12 juill. 2002, *M. et Mme  
Leniau*)  
par Denis Piveteau ..... 307

**DROIT PUBLIC DE L'ÉCONOMIE**

Étude  
**Régulation du marché de l'électricité :  
une année de règlement de différends**  
par Thierry Tuot ..... 312

Annexes

**DROITS ET LIBERTÉS**

Étrangers  
1. Panorama du droit français de l'apatridie  
par Catherine-Amélie Chassin ..... 324

2. Assignation à résidence et expulsion  
d'un étranger  
(concl. sur CAA Paris, 23 avr. 2002,  
*Haddouche*)  
par Victor Haim ..... 331

**FONCTION PUBLIQUE**

Étude  
**Refus d'admission à concourir et référé-  
suspension**  
(à propos de l'arrêt CE, 27 mai 2002, *Centre  
national de recherche scientifique*)  
par Dominique Dalmas  
et Samuel Valcke ..... 334

**RESPONSABILITÉ**

**L'application de la loi anti-Perruche**  
1. L'entrée en vigueur immédiate de la loi  
(note sous CE, Ass., 6 déc. 2002, *M. et  
Mme Draon*)  
par Jacques Petit ..... 339

2. La faute caractérisée dans le diagnostic prénatal  
(concl. sur CE, 19 févr. 2003, *M. et Mme Maurice*)  
par *Didier Chauvaux* . . . . . 349

Étude  
**Obligation d'information médicale et responsabilité**  
par *Nathalie Albert* . . . . . 353

**SERVICES PUBLICS**  
Étude  
**Brèves remarques sur les services publics à double visage**  
par *Jean-François Lachaume* . . . . . 362

**DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT INTERNATIONAL**  
**Actualité législative et réglementaire**  
**Actualité jurisprudentielle**  
par *David Ruzié* . . . . . 365

**DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT PRIVÉ**  
Étude  
**Le droit de propriété devant le juge administratif du référé-liberté**  
par *Thomas Pez* . . . . . 370

Jurisprudence  
**Le droit du locataire sur les biens loués**  
(note sous CE, réf., 29 mars 2002, *SCI Stéphaneur et autres* et Ord. réf. (CE), 27 nov. 2002, *SCI Résidence du Théâtre*)  
par *Yves Lequette* . . . . . 386

**COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL** 389

**La lettre de la Cour administrative d'appel de Paris**  
(octobre 2002 - janvier 2003) . . . . 389

**La lettre de la Cour administrative d'appel de Bordeaux**  
(avril 2002 - juillet 2002) . . . . . 406

**TRIBUNAL DES CONFLITS** 411

**Décisions récentes**  
(2e semestre 2002)  
par *Philippe Terneyre* . . . . . 411

**CONSEIL D'ÉTAT** 413

**Arrêts et avis récents**  
(1er janvier 2003 - 28 février 2003)  
par *Philippe Terneyre* . . . . . 413

**TABLES** 433

**Table alphabétique des matières** . 433  
**Table chronologique des avis et des décisions rapportés** . . . . . 433



Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or cette pratique s'est généralisée dans les établissements d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).

**ÉDITIONS DALLOZ**

31-35, rue Froidevaux, 75685 Paris Cedex 14

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.